

Résumé financier (en millions de dollars)				
	Chiffres réels 2003-2004	2004-2005		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect.* actuelles	
<b>Revenus**</b>	68 400	78 360	79 041	681
<b>Charges</b>				
Programmes	62 104	66 695	67 515	820
Immobilisations	2 175	2 575	2 580	5
Intérêt sur la dette	9 604	10 329	10 114	(215)
Total des charges	73 883	79 599	80 209	610
Réserve	-	1 000	1 000	-
<b>EXCÉDENT / (DÉFICIT)</b>	<b>(5 483)</b>	<b>(2 239)</b>	<b>(2 168)</b>	<b>71</b>

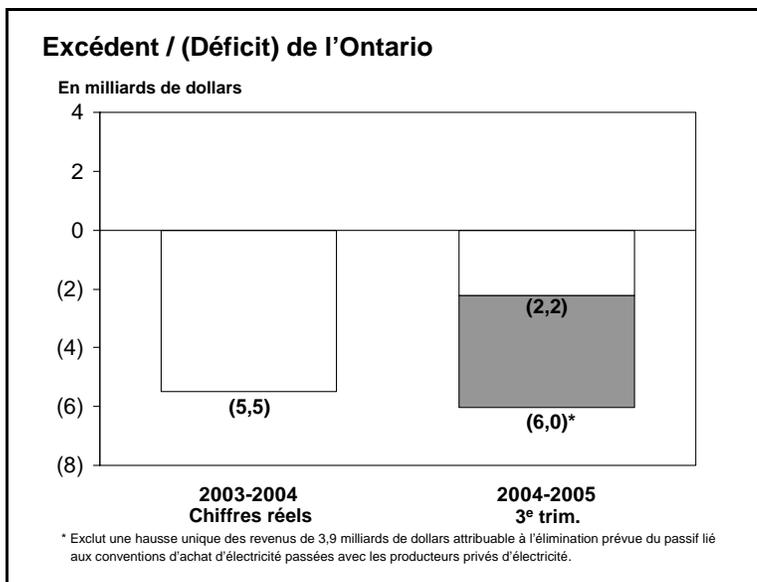
\* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2004.

\*\* Comprend une hausse unique des revenus de 3 881 millions de dollars attribuable à l'élimination prévue, en 2004-2005, du passif lié aux conventions d'achat d'électricité passées avec les producteurs privés d'électricité.

## PERSPECTIVES FINANCIÈRES 2004-2005

Au 31 décembre 2004, on prévoyait un déficit de 2 168 millions de dollars pour 2004-2005, une diminution de 71 millions de dollars en cours d'exercice par rapport au déficit prévu dans le budget de l'Ontario de 2004 et de 3,3 milliards de dollars par rapport au déficit de 5,5 milliards de dollars enregistré en 2003-2004.

Le déficit prévu de 2,2 milliards de dollars comprend une hausse unique des revenus de 3,9 milliards de dollars découlant de l'élimination prévue du passif lié à la partie des coûts supérieure aux prix du marché pour les conventions d'achat d'électricité passées avec les producteurs privés d'électricité, si la nouvelle structure du secteur de l'électricité est en place au cours de l'exercice et s'il y a des preuves suffisantes et adéquates de l'élimination du passif.

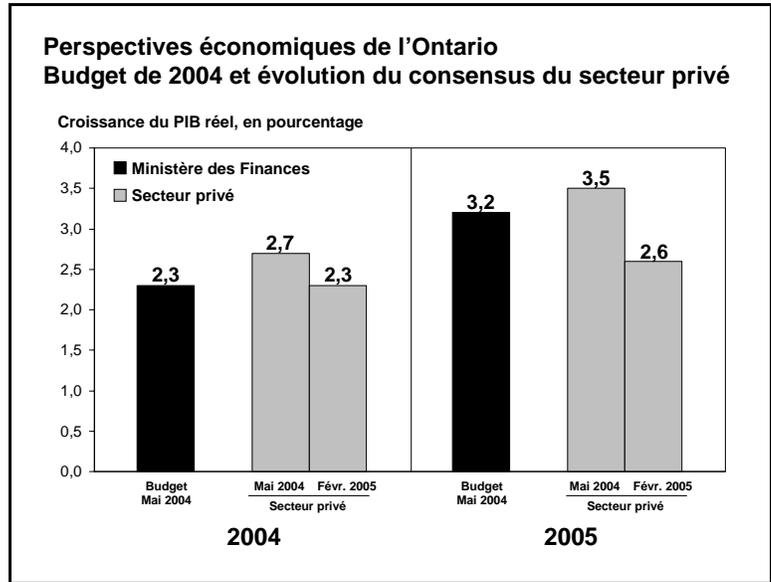


Depuis le budget de 2004, l'Assemblée législative a adopté la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*, qui vise à concrétiser la nouvelle vision du gouvernement pour ce secteur. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les consommateurs d'électricité paient le coût total lié aux conventions actuelles d'achat d'électricité signées par l'ancienne société Ontario Hydro. On devrait rendre publics sous peu les décisions concernant le tarif initial réglementé lié à la production réglementée de Ontario Power Generation et les autres détails de mise en oeuvre. On évaluera la Loi, les règlements connexes et les détails de mise en oeuvre pour déterminer s'il y a des preuves suffisantes et adéquates de l'élimination du passif. En excluant cette hausse unique, on prévoit un déficit de 6,0 milliards de dollars pour 2004-2005 (y compris une réserve de 1,0 milliard de dollars).

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

Les résultats économiques affichés par l'Ontario au cours de la dernière année civile ont été conformes en grande partie aux hypothèses du budget de 2004. La moyenne des estimations actuelles du secteur privé quant à la croissance du PIB réel en 2004 équivaut aux projections du budget de 2,3 %.

Toutefois, les perspectives pour 2005 se sont dégradées principalement en raison de la force imprévue du dollar canadien. Selon les prévisions récentes du secteur privé, le taux moyen de croissance devrait être de 2,6 % pour 2005 comparativement au taux de 3,2 % utilisé pour les hypothèses du budget. Un ralentissement de la croissance en 2005 n'aurait pas une grande incidence sur les revenus en 2004-2005 mais il faut tenir compte de ce fait lors de la préparation du budget de 2005.



Le ministère des Finances analyse actuellement un certain nombre de risques, dont la volatilité du dollar canadien, les fluctuations des prix du pétrole et les règlements salariaux, en vue de faire des prévisions prudentes de croissance pour 2005 et les années suivantes et de déterminer l'effet de cette croissance sur les revenus et les charges futurs.

**RÉSULTATS FINANCIERS****REVENUS DE 79,0 MILLIARDS DE DOLLARS**

- ♦ On prévoit des revenus de 79 041 millions de dollars, une hausse nette de 681 millions de dollars par rapport au montant prévu dans le budget de 2004 et le même montant que celui indiqué dans Perspectives économiques et revue financière de 2004. Tel qu'indiqué au trimestre précédent, cette hausse est surtout attribuable à l'accord des premiers ministres sur la santé, qui a accru de 824 millions de dollars les paiements fédéraux versés à l'Ontario.

**CHARGES DE 80,2 MILLIARDS DE DOLLARS**

- ♦ On prévoit que les charges totaliseront 80 209 millions de dollars, une hausse nette de 610 millions de dollars par rapport au montant prévu dans le budget de 2004 et le même montant que celui indiqué dans Perspectives économiques et revue financière de 2004. Tel qu'indiqué au trimestre précédent, cette hausse est surtout attribuable aux dépenses supplémentaires de 824 millions de dollars dans le secteur de la santé, qui correspondent au montant auquel l'Ontario a eu droit en vertu de l'accord des premiers ministres sur la santé. Ce montant est en partie contrebalancé par des économies de 215 millions de dollars réalisés sur les frais d'intérêt sur la dette.

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

- ♦ Les charges de programmes sont de 67 515 millions de dollars, une hausse nette de 820 millions de dollars par rapport au montant indiqué dans le budget de 2004 et une diminution nette de 5 millions de dollars par rapport au montant indiqué dans Perspectives économiques et revue financière de 2004. Les modifications pour le trimestre comprennent les suivantes :
  - ♦ Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation : Montant supplémentaire de 20 millions de dollars pour l'aide accordée dans le cadre de la stratégie du programme complémentaire pendant la mise en place du Cadre stratégique pour l'agriculture. Ce montant provient entièrement du Fonds de prévoyance.
  - ♦ Ministère du Procureur général : Montant supplémentaire de 23 millions de dollars aux fins de la rémunération accordée récemment aux juges et aux juges de paix. Ce montant provient entièrement du Fonds de prévoyance.
  - ♦ Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse : Montant supplémentaire de 3 millions de dollars pour établir un système de justice pour la jeunesse et pour appuyer le mandat du ministère en matière de réforme du système de bien-être de l'enfance. Ce montant provient entièrement du Fonds pour le changement.
  - ♦ Ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises : Transfert d'un montant de 6 millions de dollars du programme de fonctionnement du ministère au programme d'immobilisations afin de financer ServiceOntario.
  - ♦ Ministère de la Culture : Montant supplémentaire de 1 million de dollars pour financer les Jardins botaniques royaux. Ce montant a été transféré du programme d'immobilisations du ministère au programme de fonctionnement.
  - ♦ Ministère de l'Éducation : Montant supplémentaire de 60 millions de dollars pour les comptes de perfectionnement professionnel du personnel enseignant (provenant entièrement du Fonds pour le changement) afin d'accorder un financement unique appuyant le perfectionnement du personnel enseignant et les négociations collectives des conseils scolaires; et montant supplémentaire de 2 millions de dollars aux fins du Projet de révision du périmètre comptable (provenant entièrement du ministère des Finances), qui vise à ajouter les hôpitaux, les conseils et administrations scolaires et les collèges communautaires aux plans et rapports financiers de la province, conformément aux recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
  - ♦ Ministère des Finances : Montant supplémentaire de 20 millions de dollars pour les paiements spéciaux versés à la ville de Hamilton, provenant entièrement du Fonds de prévoyance; et diminution de 7 millions de dollars en raison des paiements de transfert versés aux ministères de la Santé et des Soins de longue durée, de l'Éducation, et de la Formation et des Collèges et Universités pour mettre en oeuvre le Projet de révision du périmètre comptable, qui vise à ajouter les hôpitaux, les conseils et administrations scolaires et les collèges communautaires aux plans et rapports financiers de la province, conformément aux recommandations du CCSP.
  - ♦ Ministère de la Santé et des Soins de longue durée : Montant supplémentaire de 4 millions de dollars (provenant entièrement du ministère des Finances) pour le Projet de révision du périmètre comptable, qui vise à ajouter les hôpitaux, les conseils et administrations scolaires et les collèges communautaires aux plans et rapports financiers de la province, conformément aux recommandations du CCSP.

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT (SUITE)**

- ♦ Ministère des Affaires intergouvernementales : Montant supplémentaire de 5 millions de dollars pour soutenir les efforts de reconstruction et de rétablissement déployés dans les pays d'Asie du Sud touchés par le tsunami, montant provenant entièrement du Fonds de prévoyance.
- ♦ Secrétariat du Conseil de gestion : Montant supplémentaire de 2 millions de dollars, provenant entièrement du Fonds pour le changement, aux fins de divers investissements, notamment la mise en oeuvre d'une stratégie de gestion des demandes d'indemnisation de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail applicable à la fonction publique de l'Ontario (FPO), les projets de réorganisation des ressources humaines, les centres d'excellence pour les projets et les partenariats et un examen horizontal des organismes centraux de la FPO.
- ♦ Ministère des Affaires municipales et du Logement : Montant supplémentaire de 8 millions de dollars au titre des fonds de secours aux victimes des inondations survenues à Peterborough en juillet 2004, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance. Ces fonds ont servi à payer une partie des coûts d'urgence engagés par des particuliers et de petites entreprises et des coûts d'intervention engagés par la municipalité.
- ♦ Secrétariat des affaires autochtones : Montant supplémentaire de 4 millions de dollars pour le règlement des revendications territoriales, notamment celle des Wahta Mohawk, et le paiement final versé à la Première nation Big Grassy, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ♦ Ministère du Développement du Nord et des Mines : Montant supplémentaire de 1 million de dollars aux fins des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour le changement pour la mise à niveau des systèmes de données géoscientifiques et de données sur les terrains miniers, montant provenant entièrement du Fonds pour le changement.
- ♦ Ministère de la Formation et des Collèges et Universités : Montant supplémentaire de 1 million de dollars (provenant entièrement du ministère des Finances) aux fins du Projet de révision du périmètre comptable, qui vise à ajouter les hôpitaux, les conseils et administrations scolaires et les collèges communautaires aux plans et rapports financiers de la province, conformément aux recommandations du CCSP.
- ♦ Ministère des Transports : Montant supplémentaire de 2 millions de dollars aux fins des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour le changement. Ces investissements portent notamment sur la mise en oeuvre de systèmes de saisie de données en temps réel sur le bord des routes et l'amélioration du processus de demande électronique des permis pour véhicule ou charge de dimensions/poids exceptionnels. Ce montant provient entièrement du Fonds pour le changement.
- ♦ On prévoit que les frais d'intérêt sur la dette atteindront 10 114 millions de dollars, soit 215 millions de dollars de moins que le montant indiqué dans le budget de 2004 et le même montant que celui indiqué dans Perspectives économiques et revue financière de 2004.

**CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

- ♦ Les charges d'immobilisations s'élèvent à 2 580 millions de dollars, une hausse nette de 5 millions de dollars par rapport au montant indiqué dans le budget de 2004 et dans Perspectives économiques et revue financière de 2004. Les modifications pour le trimestre comprennent les suivantes :
  - ♦ Ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises : Montant supplémentaire de 6 millions de dollars pour financer ServiceOntario. Ce montant a été transféré du programme de fonctionnement du ministère au programme d'immobilisations.
  - ♦ Ministère de la Culture : Transfert d'un montant de 1 million de dollars du programme d'immobilisations du ministère au programme de fonctionnement pour les Jardins botaniques royaux.

**RÉSERVE DE 1,0 MILLIARD DE DOLLARS**

- ♦ La réserve de 1 milliard de dollars reste inchangée par rapport à celle indiquée dans le budget de 2004 et dans Perspectives économiques et revue financière de 2004. Elle a pour but de protéger le plan financier contre les imprévus dans les perspectives économiques et financières. Tout solde de la réserve qui n'aura pas été utilisé à la fin de l'exercice sera affecté à la réduction de la dette.

Investissements faits dans le cadre du Fonds pour le changement (en millions de dollars)	
	2004-2005
<b>PLAN BUDGÉTAIRE</b>	
<b>Investissements dans les services de santé</b>	
Services de santé communautaire - soins à domicile et services communautaires de santé mentale	140
Équipes Santé familiale	111
Initiatives de cybersanté	78
Autres projets (dont listes d'attente et sécurité au travail)	280
	609
<b>Autres investissements</b>	
Amélioration de ServiceOntario	27
Stabilisation des collèges	25
Programme d'aide financière en matière de gestion des éléments nutritifs	5
Autres	6
	63
<b>APPROBATIONS DE PROJETS DEPUIS LE BUDGET</b>	
Comptes de perfectionnement du personnel enseignant	60
Autres	8
	68
<b>Montants non affectés</b>	260
<b>TOTAL DES INVESTISSEMENTS FAITS DANS LE CADRE DU FONDS POUR LE CHANGEMENT</b>	<b>1 000</b>

- ♦ Le budget de 2004 comprenait un fonds ponctuel de 1,0 milliard de dollars pour appuyer les plans du gouvernement visant à transformer et à améliorer les services publics de l'Ontario. Le Fonds pour le changement contribuera à payer le coût de projets visant à rationaliser et à mieux intégrer les programmes et les services existants, à mettre en place de nouveaux systèmes et processus pour réduire les coûts à long terme ou à atténuer la demande de services à long terme.
- ♦ Les nouveaux investissements clés effectués au cours du trimestre dans le cadre du Fonds pour le changement, d'une valeur de 68 millions de dollars, comprennent les suivants :
  - ♦ Ministère de l'Éducation : 60 millions de dollars pour les comptes de perfectionnement du personnel enseignant afin d'accorder un financement unique qui couvrira une partie des coûts que le personnel enseignant doit payer pour le perfectionnement et appuiera les négociations collectives des conseils scolaires.
  - ♦ Tous les autres montants approuvés totalisent 8 millions de dollars. Ils visent des projets appuyant la transformation au sein du Secrétariat du Conseil de gestion, du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, du ministère du Développement du Nord et des Mines et du ministère des Transports.
- ♦ Toutes les sommes du Fonds pour le changement qui n'auront pas été affectées à la fin de l'exercice, le cas échéant, seront utilisées pour réduire le déficit.

État des opérations financières (en millions de dollars)					
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	Chiffres réels 2003-2004	Perspect. actuelles* 2004-2005
<b>Revenus**</b>	66 294	66 534	68 891	68 400	79 041
<b>Charges</b>					
Programmes	51 396	53 932	57 204	62 104	67 515
Immobilisations***	2 123	1 890	1 876	2 175	2 580
Intérêt sur la dette	10 873	10 337	9 694	9 604	10 114
<b>Total des charges</b>	<b>64 392</b>	<b>66 159</b>	<b>68 774</b>	<b>73 883</b>	<b>80 209</b>
<b>Réserve</b>	-	-	-	-	1 000
<b>EXCÉDENT / (DÉFICIT)</b>	<b>1 902</b>	<b>375</b>	<b>117</b>	<b>(5 483)</b>	<b>(2 168)</b>
<b>Dette nette†</b>	<b>132 496</b>	<b>132 121</b>	<b>132 647</b>	<b>138 557</b>	<b>141 493</b>
<b>Déficit accumulé†</b>	<b>132 496</b>	<b>132 121</b>	<b>118 705</b>	<b>124 188</b>	<b>126 356</b>

\* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2004.

\*\* Comprend une hausse unique des revenus de 3 881 millions de dollars attribuable à l'élimination prévue, en 2004-2005, du passif lié aux conventions d'achat d'électricité passées avec les producteurs privés d'électricité.

\*\*\* À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continueront à être comptabilisées à titre de charges, au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics consolidés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations.

† La dette nette équivaut à la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à la somme de l'excédent/du déficit et de la variation des immobilisations corporelles importantes. Le déficit accumulé équivaut à la différence entre les passifs, d'une part, et les actifs financiers et les immobilisations corporelles, d'autre part. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent/au déficit.

Statistiques économiques et financières de l'Ontario					
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	Chiffres réels 2003-2004	Perspect. actuelles* 2004-2005
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché (en millions de dollars)	440 759	453 931	479 556	494 501	516 259
Population (en milliers) - 1 <sup>er</sup> juillet	11 685	11 898	12 102	12 257	12 393
Revenus en pourcentage du PIB	15,0	14,7	14,4	13,8	15,3
Croissance des revenus (%)	1,9	0,4	3,5	(0,7)	15,6
Total des charges en pourcentage du PIB	14,6	14,6	14,3	14,9	15,5
Croissance des charges totales (%)	0,0	2,7	4,0	7,4	8,6
Total des charges de progr. en pourcentage du PIB	11,7	11,9	11,9	12,6	13,1
Croiss. du total des charges de programmes (%)	6,1	4,9	6,1	8,6	8,7
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	16,4	15,5	14,1	14,0	12,8
Intérêt sur la dette en pourcentage des charges totales	16,9	15,6	14,1	13,0	12,6
Intérêt sur la dette en pourcentage du PIB	2,5	2,3	2,0	1,9	2,0
Excédent / (Déficit) en pourcentage du PIB	0,4	0,1	0,0	(1,1)	(0,4)
Dette nette par habitant (\$)	11 339	11 104	10 961	11 304	11 417
Dette nette en pourcentage du PIB	30,1	29,1	27,7	28,0	27,4
Déficit accumulé par habitant (\$)	11 339	11 104	9 809	10 132	10 196
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	30,1	29,1	24,8	25,1	24,5

\* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2004.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

**AUGMENTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL DE L'ONTARIO AU COURS DU TRIMESTRE (JUILLET À SEPTEMBRE)**

- ♦ Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 1,0 % au troisième trimestre civil de 2004, ce qui est supérieur au taux de 0,9 % enregistré au deuxième trimestre de 2004. Pour l'ensemble de l'année 2004, les prévisions faites par le ministère des Finances de l'Ontario pour le budget de mai étaient de 2,3 %, ce qui équivaut à la moyenne des prévisions actuelles du secteur privé.

**DIMINUTION DU TAUX DE CHÔMAGE DE L'ONTARIO, QUI EST PASSÉ À 6,8 % EN 2004**

- ♦ En 2004, le nombre d'emplois en Ontario a augmenté de 1,7 % ou de 108 000, ce qui est légèrement supérieur aux prévisions du budget de l'Ontario. Le taux de chômage est passé à 6,8 % pour l'année par rapport au taux de 7,0 % enregistré en 2003.
- ♦ En janvier, le nombre d'emplois en Ontario a diminué de 28 300. Le taux de chômage a été de 6,7 % en janvier, ce qui représente une diminution de 0,1 point de pourcentage.

**AUGMENTATION DES VENTES AU DÉTAIL EN 2004**

- ♦ Les ventes au détail en Ontario ont diminué de 0,1 % en novembre, après un gain de 1,3 % en octobre. Au cours des 11 premiers mois de 2004, les ventes au détail dans la province ont été de 2,6 % supérieures à celles de la même période en 2003. La hausse des ventes au détail pour 2004 n'atteindra pas les 3,5 % prévus dans le budget de 2004.

**TAUX D'INFLATION PLUS BAS EN 2004**

- ♦ Le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario est passé de 2,2 % en novembre à 1,9 % (d'une année à l'autre) en décembre. En 2004, le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario a été de 1,9 %, ce qui est conforme aux prévisions du budget de 2004 et inférieur au taux de 2,7 % affiché en 2003.

**DYNAMISME SOUTENU DU MARCHÉ DU LOGEMENT EN 2004**

- ♦ En 2004, les mises en chantier annuelles de logements sont restées élevées en Ontario, malgré une baisse de 0,1 % par rapport aux chiffres enregistrés en 2003, qui constituaient des records sur une période de 14 ans. En janvier 2005, les mises en chantier de logements dans la province ont diminué de 11,8 % pour passer à 71 700 unités (taux annuel désaisonnalisé), ce qui constitue la troisième baisse en trois mois. Les mises en chantier de logements ont atteint 85 100 unités en 2004, ce qui est supérieur aux 77 600 unités qui avaient été prévues dans le budget de 2004.
- ♦ Les reventes de logements en Ontario ont atteint un niveau record de plus de 197 000 unités en 2004, ce qui est supérieur de 7,0 % aux chiffres affichés en 2003. Il s'agit de la quatrième hausse annuelle consécutive.

**LA VALEUR DES PERMIS DE CONSTRUCTION DÉLIVRÉS EN 2004 ATTEINT UN RECORD**

- ♦ En 2004, la valeur des permis de construction délivrés en Ontario a atteint 23,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,9 %. Il s'agit d'un niveau record pour la troisième année de suite. La hausse de 6,6 % de la valeur des permis pour des résidences a contrebalancé la baisse de 3,0 % affichée pour les immeubles non résidentiels. La valeur des permis délivrés en Ontario en décembre a fait un bond de 33,1 % pour se chiffrer à 2,5 milliards de dollars, soit un montant record pour un mois.

**BAISSE DES EXPORTATIONS ET DES EXPÉDITIONS**

- ♦ Les exportations réelles de marchandises de l'Ontario ont diminué de 0,4 % d'octobre à décembre 2004, après avoir diminué de 1,6 % au troisième trimestre (estimations du ministère des Finances de l'Ontario). Les importations réelles ont augmenté de 2,6 % au dernier trimestre de 2004. Sur une base annuelle, les exportations réelles de l'Ontario ont augmenté de 5,1 % en 2004 et les importations ont affiché un taux de croissance encore meilleur, soit 7,9 %.
- ♦ La valeur des expéditions de biens manufacturés de l'Ontario a été de 25,9 milliards de dollars en novembre, soit une baisse de 0,6 %. Il s'agit du troisième mois de suite où une diminution a été enregistrée. Au cours des 11 premiers mois de 2004, les expéditions de l'Ontario ont été de 7,1 % supérieures à celles de la même période de 2003.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO (variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)							
	Annuels		Trimestriels				
	2002	2003	3 <sup>e</sup> trim. 2003	4 <sup>e</sup> trim. 2003	1 <sup>er</sup> trim. 2004	2 <sup>e</sup> trim. 2004	3 <sup>e</sup> trim. 2004
<b>Production (désaisonnalisée, taux annuels)</b>							
PIB réel	3,4	1,6	(2,4)	4,6	1,8	3,7	4,0
PIB nominal	5,6	3,1	(0,5)	4,3	4,5	8,6	6,4
	Annuels		Mensuels 2004				
	2003	2004	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Autres indicateurs (désaisonnalisés)</b>							
<b>Marchés du travail</b>							
Population active (variation en milliers)	174	103	(9)	(20)	33	18	6
Emploi (variation en milliers)	173	108	(18)	4	25	(2)	7
Taux de chômage (%)	7,0	6,8	6,8	6,5	6,6	6,8	6,8
<b>Secteur des ménages</b>							
Ventes au détail	3,4	n.d.	1,8	(0,4)	1,3	(0,1)	n.d.
Mises en chantier de logements (en milliers)*	85,2	85,1	92,0	85,1	86,9	85,0	81,3
Reventes de logements**	3,6	7,0	6,3	0,1	(5,2)	10,4	(1,4)
<b>Expéditions de biens manufacturés</b>							
Matériel de transport	(1,7)	n.d.	1,5	(0,0)	(2,3)	(0,6)	n.d.
<b>Indice des prix à la consommation**</b>	2,7	1,9	1,5	1,5	2,1	2,2	1,9
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Association canadienne de l'immeuble.							

\* Les mises en chantier mensuelles de logements sont exprimées sous forme de taux annuels désaisonnalisés.

\*\* Variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant.

n.d. = données non disponibles.

**FINANCES DE L'ONTARIO**  
**TABLEAUX FINANCIERS**

# REVENUS

(en millions de dollars)	Chiffres réels 2003-2004	2004-2005		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspectives actuelles*	
<b>REVENUS FISCAUX</b>				
Impôt sur le revenu des particuliers	18 301	18 821	19 050	229
Taxe de vente au détail	14 258	15 036	14 876	(160)
Impôt sur les sociétés	6 658	8 320	8 250	(70)
Impôt-santé des employeurs	3 753	3 874	3 862	(12)
Taxe sur l'essence	2 264	2 328	2 263	(65)
Taxe sur les carburants	681	716	716	-
Contribution-santé de l'Ontario	-	1 635	1 622	(13)
Taxe sur le tabac	1 350	1 452	1 452	-
Droits de cession immobilière	909	927	977	50
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	627	630	630	-
Autres taxes et impôts	347	259	259	-
	<b>49 148</b>	<b>53 998</b>	<b>53 957</b>	<b>(41)</b>
<b>GOVERNEMENT DU CANADA</b>				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	6 958	-	-	-
Transfert canadien - santé (TCS)	-	4 677	5 065	388
Transfert canadien - programmes sociaux (TCPS)	-	2 924	2 924	-
Suppléments du TCSPS	577	775	775	-
Logement social	528	521	521	-
Fonds pour la réforme de la santé	387	582	582	-
Équipement médical	192	193	387	194
Fonds pour la réduction des temps d'attente	-	-	242	242
Infrastructure	150	267	267	-
Autres revenus - gouvernement du Canada	1 101	859	859	-
	<b>9 893</b>	<b>10 798</b>	<b>11 622</b>	<b>824</b>
<b>REVENUS D'INVESTISSEMENT DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES</b>				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 106	2 117	2 015	(102)
Régie des alcools de l'Ontario	1 045	1 117	1 108	(9)
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	(17)	335	335	-
Autres revenus - entreprises publiques	(64)	(5)	(5)	-
	<b>3 070</b>	<b>3 564</b>	<b>3 453</b>	<b>(111)</b>
<b>AUTRES REVENUS NON FISCAUX</b>				
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électr. passées avec les prod. privés d'électricité**	104	4 024	4 024	-
Remboursements	1 206	1 252	1 252	-
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	1 000	1 009	1 009	-
Droits - permis de conduire et immatr. des véhicules	985	987	987	-
Ventes d'électricité	510	675	675	-
Autres droits et permis	594	536	536	-
Revenus tirés des permis d'alcool	488	499	507	8
Ventes et locations	532	403	403	-
Redevances	248	239	239	-
Autres revenus non fiscaux divers	622	376	377	1
	<b>6 289</b>	<b>10 000</b>	<b>10 009</b>	<b>9</b>
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>68 400</b>	<b>78 360</b>	<b>79 041</b>	<b>681</b>

\* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2004.

\*\* Comprend une hausse unique des revenus de 3 881 millions de dollars attribuable à l'élimination prévue, en 2004-2005, du passif lié aux conventions d'achat d'électricité passées avec les producteurs privés d'électricité.

# CHARGES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)	2004-2005			Variation en cours d'exercice
	Chiffres réels 2003-2004	Plan budgétaire	Perspectives actuelles*	
MINISTÈRE				
Agriculture et Alimentation	673	549	569	20
Procureur général	1 199	1 162	1 195	33
Commission de régie interne	196	149	149	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	2 640	2 832	2 835	3
Affaires civiques et Immigration	52	62	62	-
Services sociaux et communautaires	5 995	6 317	6 317	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 666	1 745	1 738	(7)
Services aux consommateurs et aux entreprises	182	213	207	(6)
Culture	303	277	278	1
Secrétariat du renouveau démocratique	-	4	4	-
Développement économique et Commerce	253	414	414	-
Éducation	9 665	10 623	10 685	62
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	235	359	359	-
Énergie	116	137	137	-
Environnement	261	304	304	-
Bureaux du corps exécutif	24	19	19	-
Finances - à ses propres fins	1 255	1 184	1 197	13
Intérêt sur la dette	9 604	10 329	10 114	(215)
Fonds pour le changement	-	328	260	(68)
Fonds de réinvestissement communautaire	651	656	656	-
Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité	253	-	-	-
Achats d'électricité	797	946	946	-
Santé et Soins de longue durée	28 036	29 652	30 480	828
Fonds pour le changement	-	609	609	-
Coûts de santé liés au SRAS et principaux coûts uniques pour la santé	824	-	-	-
Affaires intergouvernementales	6	9	14	5
Travail	117	133	133	-
Secrétariat du Conseil de gestion	214	355	358	3
Prestations de retraite	309	433	433	-
Fonds de prévoyance	-	965	877	(88)
Affaires municipales et Logement	662	692	705	13
Secrétariat des affaires autochtones	15	14	18	4
Richesses naturelles	516	505	505	-
Développement du Nord et Mines	76	73	74	1
Office des affaires francophones	3	4	4	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	18	31	31	-
Tourisme et Loisirs	209	184	184	-
Formation, Collèges et Universités	3 883	4 194	4 195	1
Transports	800	862	864	2
Économies en fin d'exercice	-	(300)	(300)	-
<b>TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>71 708</b>	<b>77 024</b>	<b>77 629</b>	<b>605</b>

\* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2004.

# CHARGES D'IMMOBILISATIONS

(en millions de dollars)	2004-2005			
	Chiffres réels 2003-2004	Plan budgétaire	Perspectives actuelles*	Variation en cours d'exercice
MINISTÈRE				
Agriculture et Alimentation	1	7	7	-
Procureur général	24	55	55	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	9	9	-
Services sociaux et communautaires	10	21	21	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	47	42	42	-
Services aux consommateurs et aux entreprises	1	2	8	6
Culture	24	70	69	(1)
Développement économique et Commerce	31	39	52	13
Éducation	15	27	27	-
Énergie	53	52	52	-
Environnement	4	13	13	-
Finances	5	4	4	-
Santé et Soins de longue durée	358	346	346	-
Secrétariat du Conseil de gestion**	(33)	(13)	(13)	-
Affaires municipales et Logement	206	234	237	3
Secrétariat des affaires autochtones	-	2	2	-
Richesses naturelles	111	85	85	-
Développement du Nord et Mines	332	447	447	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	18	168	168	-
Fonds de prévoyance aux fins d'immobilisations	-	150	134	(16)
Tourisme et Loisirs	51	65	65	-
Formation, Collèges et Universités	120	171	171	-
Transports	797	679	679	-
Économies en fin d'exercice	-	(100)	(100)	-
<b>TOTAL DES CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 175</b>	<b>2 575</b>	<b>2 580</b>	<b>5</b>

\* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2004.

\*\* Les contributions des ministères aux investissements dans des terrains et des immeubles appartenant à la province sont inscrites au chapitre des charges des ministères en question. Tout redressement des charges résultant de la capitalisation et de l'amortissement de la plupart de ces terrains et immeubles de la province est inscrit au poste du Secrétariat du Conseil de gestion.

État de l'investissement net dans les immobilisations – Perspectives actuelles 2004-2005*				
(en millions de dollars)				
	Terrains et immeubles	Infrastructure de transport	Immobilisations des organismes publics	Total
Acquisition/Construction d'immobilisations corporelles import.	135	998	432	1 565
Amortissement d'immob. corporelles importantes appartenant à la province	(78)	(524)	(195)	(797)
<b>INVESTISSEMENT NET DANS LES IMMOBILISATIONS**</b>	<b>57</b>	<b>474</b>	<b>237</b>	<b>768</b>

\* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2004.

\*\* Les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continuent à être comptabilisées à titre de charges au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics consolidés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations.

# PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2004-2005

Programme consolidé d'emprunt de la province (en millions de dollars)				
	Chiffres réels 2003-2004	2004-2005		
		Plan budgét.	Perspect. actuelles*	Variation en cours d'exercice
Déficit	5 483	2 239	2 168	(71)
Redressements pour :				
les éléments sans effet sur la trésorerie compris dans le déficit	(707)	3 219	3 237	18
l'amortissement des immobilisations corporelles importantes	(785)	(797)	(797)	-
Acquisition d'immobilisations corpor. import.	1 350	1 565	1 565	-
Dette arrivant à échéance	13 296	16 087	15 440	(647)
Rachats de créance	1 542	1 041	1 377	336
Emprunts - Régime de pensions du Canada	(100)	(1 133)	(1 033)	100
Augmentation / (Diminution) des espèces et des quasi-espèces	887	-	-	-
Diminution / (Augmentation) des emprunts à court terme	1 441	150	150	-
Autres utilisations / (sources) des espèces	3 042	1 380	1 546	166
<b>Emprunts à long terme - marchés publics</b>	<b>25 449</b>	<b>23 751</b>	<b>23 653</b>	<b>(98)</b>

\* Prévisions financières du troisième trimestre au 31 décembre 2004.

Mise à jour sur les emprunts (au 31 décembre 2004) (en millions de dollars)			
	Contractés	Restants	Total
Province	16 533	3 123	19 656
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)	2 656	1 341	3 997
<b>TOTAL</b>	<b>19 189</b>	<b>4 464</b>	<b>23 653</b>

- ♦ Les besoins d'emprunt à long terme de la province s'élèvent à 23 653 millions de dollars, soit 98 millions de dollars de moins que le montant indiqué dans le budget de 2004 et 239 millions de dollars de plus que le montant indiqué dans Perspectives économiques et revue financière de 2004. Les modifications apportées au cours du trimestre comprennent les suivantes :
  - ♦ Une augmentation de 800 millions de dollars au titre des espèces et des quasi-espèces et une diminution de 76 millions de dollars des emprunts à court terme. Cette mesure a été prise parce que la province a réalisé une bonne partie de son programme d'emprunt de 2004-2005 et que les taux d'intérêt à long terme continuent d'être très intéressants. On reprend ainsi les chiffres indiqués dans le plan budgétaire pour ces composantes des emprunts à long terme.
  - ♦ Une augmentation de 98 millions de dollars au titre des autres utilisations d'espèces principalement attribuable au report de paiement de principal de 250 millions de dollars relativement à un prêt que la SFIEO a consenti à Ontario Power Generation (OPG). Ce montant est contrebalancé en partie par une augmentation nette moins élevée que prévu des prêts consentis à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.

# PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2004-2005

---

- ♦ La diminution de 647 millions de dollars de la dette arrivant à échéance au cours de l'exercice est attribuable aux émissions à échéance prorogeable dont l'échéance a été reportée par l'investisseur ou la province. Dans le cadre des hypothèses prudentes utilisées pour les prévisions du budget, on a présumé que les titres en question arriveraient à échéance en 2004-2005. Depuis la publication des Perspectives économiques et revue financière de 2004, les titres dont l'échéance a été reportée représentent une valeur de 608 millions de dollars.
- ♦ Une baisse de 123 millions de dollars des rachats des Obligations d'épargne de l'Ontario comparativement à ce qui avait été prévu lors de la publication du document Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2004.
- ♦ Une diminution de 4 millions de dollars des éléments sans effet sur la trésorerie inclus dans le déficit, qui comprend un paiement d'intérêts de 95 millions de dollars relativement à un prêt que la SFIEO a consenti à OPG et pour lequel la SFIEO a reçu un billet à ordre au lieu d'un montant en espèces.
- ♦ Au 31 décembre 2004, 19,2 milliards de dollars avaient été empruntés à long terme sur les marchés publics :

	(en millions de dollars)
Obligations d'épargne de l'Ontario	1 144
Émissions sur le marché intérieur	11 634
Euro-obligations à moyen terme	1 629
Autres	4 782
	<b>19 189</b>